

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 43 du 01.12.11 au 07.01.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

La mort de Kadhafi pourrait être un crime de guerre

Do : Syrie, Libye - Comment la CIA provoque des 'révolutions' dans les pays qu'elle veut soumettre.

LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE LIBYEN MADE IN USA !.

Moscou conteste les propos du secrétaire général de l'Onu.

Une base de drones américano-française secrète en Libye.

Paroles & action de Aïcha Kadafi

Echoroukonline. : Aïcha Kadhafi au peuple libyen: « Vengez votre martyr et soulevez-vous contre les rebelles de l'Otan ».

1 Lutte pour la libération du territoire

Première manifestation contre le CNT qui tente de rassurer Benghazi

2 Les grandes manœuvres

Mounir Abi : Ouverture prochaine d'une ambassade d'Israël en Libye.

Prison

Les autorités reconnaissent des violations des droits de prisonniers.

3 Les institutions

CPI

Aïcha Kadhafi veut une enquête internationale sur la mort de son père.

4 Politique internationale

1 Afrique du Sud

Zuma « La campagne de l'OTAN en Libye laissera une cicatrice ».

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Vidéo : Et si on parlait du génocide libyen, et de ses mendiants. 6 Les brèves.

6-1 Hostilités du nouveau chef d'état major libyen Khalifa Haftar envers les pays voisins.

7 Dossier

7-1 Zine Cherfaoui : Les milices sèment encore la terreur en Libye.

7-2 Gilles Munier : L'énigme du Qatar: un colosse gazier avec un sabre nain.

7-3 Ahmed Halfaoui : Libye : résultat des courses.

7-4 Bahar Kimyongur : A Tripoli, c'est pas fini.

8 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

8-1 Roland Marounek : Du Meilleur des Mondes Démocratiques à la Guerre Mondiale.

8-2 Allain Jules : Détruire et tuer étaient les seules motivations de l'OTAN.

9 Annexe

9-1 CHATAR Saïd : Crises et luttes au Maghreb.

Tiré à part :

La mort de Kadhafi pourrait être un crime de guerre.

La mort de Mouammar Kadhafi pourrait constituer un crime de guerre, a déclaré jeudi le procureur de la Cour pénale internationale (CPI). L'ancien dirigeant libyen est mort le 20 octobre peu après sa capture par les insurgés près de Syrte. "Je pense que la manière dont M. Kadhafi a été tué donne naissance à des

soupçons de crimes de guerre", a dit Luis Moreno-Ocampo à des journalistes. "Je pense que c'est un problème très important", a-t-il poursuivi. "Nous avons entrepris de porter cette préoccupation auprès des autorités nationales et ces dernières élaborent un plan destiné à mettre au point une stratégie globale pour enquêter sur tous ces crimes." Luis Moreno-Ocampo a ajouté qu'il enquêtait sur des soupçons de crimes de guerre de la part des insurgés ayant renversé Mouammar Kadhafi et de la part de l'Otan, qui leur a fourni son appui. Sous la pression de ses alliés occidentaux, le Conseil national de transition (CNT) libyen s'est engagé à enquêter sur les conditions de la mort de Mouammar Kadhafi et de son fils Mouatassim.

16/12/2011

IRIB

Do : Syrie, Libye - Comment la CIA provoque des 'révolutions' dans les pays qu'elle veut soumettre. Syrie : c'est de la ville syrienne de Deraa, proche du plateau du Golan occupé par Israël qu'est partie l'insurrection armée déguisée en "manifestation pacifique".

L'exemple pris ici concerne la Syrie et la Libye, mais il s'applique partout. Bien sûr, il ne s'applique pas à la France, où c'est une autre technique qui a été utilisée. Il a suffi à la CIA de se démerder pour faire élire Sarkozy, un agent sioniste au service de l'impérialisme américain.

Le Sarkonazi est encore plus dangereux que Le Pen :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article1395>

Comment s'y est-on pris pour faire élire Sarko :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article2533>

Il est clair que l'impérialisme américano-sioniste veut soumettre la Syrie, qui est un pays allié au Hezbollah et à l'Iran, qui sont tous antisionistes.

Il faut bien remarquer que les émeutes survenues en Syrie proviennent à l'origine de villes proches d'Israël (essentiellement Deraa) et ont tout de suite été ultraviolentes avec des armes à feu, telles des kalachnikovs et même des RPG, que le gouvernement syrien a confisquées aux "manifestants pacifiques" qui cherchaient à le renverser. On a pu voir à la télé syrienne ces armes dangereuses confisquée aux "manifestants pacifiques".

Le principe des révolutions colorées montées par l'impérialisme américano-sioniste consiste à utiliser la violence quand nécessaire de façon à ce que le régime qu'ils veulent détruire soit obligé d'y répondre. Dans leur stratégie, il faut à tout prix qu'il y ait un mort dans le camp des "insurgés" afin de crier à l'assassin, à la dictature, etc.

Ensuite, cette insurrection commanditée par l'impérialisme dénoncera, à la face du monde et de la population du pays attaqué, que le régime qu'ils veulent abattre est ignoble, qu'il tire sur les "manifestants pacifiques". Ils joueront aussi sur le fait que, quelque soit le pays, rien n'est jamais parfait et qu'il y a toujours des revendications à satisfaire. Ils les reprendront à leur compte afin qu'une partie de la population se sente des points communs avec eux.

Partant de là, ils organiseront d'autres "manifs". Et ils le feront de telle façon qu'il y ait à nouveau des morts. Et plus il y aura de morts et plus la contestation grandira, et plus elle grandira et plus il y aura des

morts, etc. selon le principe d'une boule de neige qu'on fait rouler sur le sol enneigé et qui grossit, qui grossit.

Et, si tout se passe bien, le régime finira par tomber.

Et si cela se passe mal, il faudra une intervention militaire extérieure comme en Libye actuellement.

Voici un article qui explique comment envahir un pays en donnant l'impression que c'est à sa demande :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article2461>

Les révolutions colorées expliquées par un ancien agent de l'impérialisme :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article910>

Il va de soit qu'en plus de ces techniques, la CIA n'hésite pas à acheter des proches du régime à abattre ou des militaires, etc. afin qu'ils trahissent ou fassent défection. Comme en Libye en ce moment-même.

Remarque : Il ne faut évidemment pas confondre les "révolutions" provoquées par l'impérialisme dans divers pays, et qui, dans le cas par exemple de la Libye, sont en fait des contre-révolutions, avec de vraies révolutions spontanées telles celles de Tunisie ou d'Égypte ou de Barhein ou d'ailleurs, et que l'impérialisme fait tout pour réprimer.

lundi 12 septembre 2011,

<http://mai68.org:80/spip/spip.php?article2532>

LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE LIBYEN MADE IN USA!

Le régime libyen renversé par les armes et Kadhafi assassiné, l'OTAN a considéré que sa mission était terminée.

Les bombardiers et les drones occidentaux retirés, le ciel libyen s'ouvre à nouveau aux avions civils.

Les uns transportent des « hommes d'affaires » venus signer les contrats pour reconstruire ce que l'OTAN a détruit ou au moins dans l'immédiat ce qui concerne l'appareil productif libyen c'est-à-dire les infrastructures utiles au redéploiement de l'industrie pétrolière. Dans ce domaine les entreprises qataries se montrent particulièrement actives, l'émirat voulant usufruiter sans attendre son engagement militaire aux côtés de l'OTAN en en soulignant publiquement l'importance. Son savoir-faire pétrolier lui facilitera la tâche. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les entreprises turques seront certainement très bien placées et la commission spéciale mise en place par le MEDEF pour la reconstruction de la Libye animée par un dirigeant du groupe Vinci aura fort à faire pour obtenir des résultats tangibles.

D'autres sont utilisés pour l'importation de personnel politique de rechange , les dirigeants « rebelles » n'étant pas tous très présentables. Ceux-ci seront donc écartés par tous moyens et disparaîtront des feux de la rampe médiatique aussi vite qu'ils y sont apparus, la population libyenne n'ayant de toute manière pas voix au chapitre.

L'émigrant le plus notable est le nouveau premier ministre arrivé directement des Etats-Unis.

Il s'agit d'Abdurrahim El Keib. Ce libyen, ayant la double nationalité, né à Tripoli a quitté son pays en 1973. Il a complété sa formation de base aux Etats-Unis à l'Université de Caroline du Nord. Il est ingénieur mécanicien, spécialiste des installations pétrolières, et a longtemps enseigné à l'Université d'Alabama.

Ses compétences ont été reconnues puisqu'il a travaillé, prononcé des conférences et conduit des sessions de formation au PETROLEUM INSTITUTE d'Abu Dhabi. Cet organisme fondé en 2001 par l'émirat est soutenu par BP, Shell Total et la société japonaise de développement pétrolier.

Avec pareille carte de visite le nouveau premier ministre ne saurait être un défenseur d'une politique de nationalisation mais son choix celui d'un citoyen étasunien fait par les Etats-Unis montre que les gouvernements européens n'auront pas le champ libre pour imposer leurs hommes et leurs intérêts. Les rodomontades actuelles de l'équipe BHL-SARKOZY sont une pitoyable réponse à cette nouvelle donne qui était évidemment prévisible : l'impérialisme est un système mais dans tout système existe une hiérarchie et l'impérialisme principal impose ses choix aux impérialismes secondaires. Il en va de même dans le « milieu ». Chaque « coup » est organisé collectivement, mais au moment du partage du butin, c'est le chef qui décide des parts des uns et des autres et il s'attribue toujours la plus grosse.

Comaguer

<http://comaguer.over-blog.com>

Moscou conteste les propos du secrétaire général de l'Onu.

Les déclarations du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon sur les actions de l'Otan en Libye tranchent manifestement avec l'avis de nombreux pays membres des Nations unies et du Conseil de sécurité, a annoncé jeudi le porte-parole de la diplomatie russe, Alexandre Loukachevitch, lors d'un point de presse à Moscou.

23 DÉCEMBRE 2011

"Les affirmations du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, selon lesquelles les actions de l'Alliance en Libye étaient strictement conformes à la résolution 1973 du Conseil de sécurité, vont à l'encontre des faits et ne correspondent pas à l'opinion de nombreux pays membres de l'Onu et de son Conseil de sécurité", a indiqué M. Loukachevitch.

Intervenant la semaine dernière devant les journalistes à New York, M. Ban Ki-moon avait déclaré que "l'opération militaire menée par les forces de l'Otan s'était strictement inscrite dans le cadre de la résolution 1973".

Le secrétaire général des Nations unies "est le principal responsable administratif de l'organisation" et il "doit tenir compte des positions de tous les États-membres de l'Onu, surtout lorsqu'il s'agit des questions sensibles de l'agenda international", a souligné le diplomate.

Pis, a-t-il fait remarquer, Moscou considère comme "cynique" la thèse selon laquelle l'opération libyenne pourrait constituer un modèle pour le règlement des crises à venir.

M. Loukachevitch a rappelé les violations commises par les pays de l'Otan en Libye, notamment les livraisons d'armes aux rebelles libyens au mépris de l'embargo décrété par le Conseil de sécurité, l'envoi de militaires étrangers dans la zone des opérations et le non-respect des dispositions réglementant la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de ce pays nord-africain.

Le porte-parole a également souligné que les victimes humaines et les destructions d'ouvrages civils occasionnées par les raids aériens de l'Alliance "avaient été confirmées par de nombreux témoins et par des associations internationales de défense des droits de l'homme".

RIA Novosti
22 décembre 2011

Une base de drones américano-française secrète en Libye.

La semaine dernière l'Algérie a refusé de laisser des drones français et américains survoler son territoire, arguant que les siens sont suffisants pour surveiller ses régions frontalières.

Selon le quotidien algérien Al-Khabar, les avions de reconnaissance occidentaux, sans pilote, partent d'une base secrète située dans le désert libyen, au sud de Katroune. Ils ont pour mission de signaler les déplacements d'éventuelles unités du Front de Libération de la Libye (pro-Khadafi) et de traquer les djihadistes de l'Aqmi, mais aussi de lutter contre le trafic d'armes et d'explosifs dans une zone comprenant le nord du Niger et la région Araq al-Chass, sur la frontière de la Mauritanie et du Mali.

La chaîne de télévision saoudienne Al-Arabiya a diffusé une vidéo en arabe, rappelant que les drones utilisés par la France sont de fabrication israélienne. Il s'agit d'Eagle One, rebaptisésSIDM (système intérimaire de drone moyenne altitude longue endurance), suite à un accord de coopération avec EADS. Il vole à 7500 m d'altitude et transmet des images – jour et nuit- en temps réel. Un autre drone, l'EuroMale d'EADS, ressemblant à l'Eagle Two d'Israel Aircraft Industries, vole à 13 000 m d'altitude. La coopération militaire franco-israélienne en matière de drone date de 1995, époque où François Léotard était ministre de la Défense.

I 14/12/2011

RIB

Paroles & action de Aïcha Kadafi

Echoroukonline. : Aïcha Kadhafi au peuple libyen: « Vengez votre martyr et soulevez-vous contre les rebelles de l'Otan ».

Aïcha Kadhafi, la fille du colonel Mouammar Kadhafi a appelé le peuple libyen à venger son père qu'elle a qualifié de «martyr» qui a fait «agenouiller» le colonisateur devant le fils de Omar El Mokhtar. « Mouammar Kadhafi le martyr ne vous a jamais déçu et ne vous a jamais laissé tombé. Il vous a promis et il a tenu sa promesse. Il vous a donné les martyrs au courage de lions Mouatassim BiAllah, Khamis, Seïf El Arab et le moudjahid (combattant) Seïf El Islam. En plus de cela il a sacrifié sa vie pour la terre de ses ancêtres et il a défendu jusqu'à son dernier souffle son pays et son peuple », a déclaré Aïcha Kadhafi à l'occasion du 40ème jour de la mort de son père dans un enregistrement diffusé par la chaîne satellitaire qui émet à partir de la capitale syrienne Damas. S'adressant aux Libyens femmes et hommes, elle a déclaré : « Vous, héros et libres de la Libye qu'allez-vous faire pour lui que le monde puisse voir, les fils et les filles du cheikh des martyrs qu'allez-vous faire.»

D'autre part, la fille unique de Mouammar Kadhafi a appelé le peuple libyen à venger la mort de son père. « Vengez votre martyr, soulevez-vous contre la mascarade du nouveau gouvernement qui est venu à bord d'un avion de l'Otan et s'est établi sur les crânes des martyrs », a-t-elle lancé. S'adressant aux rebelles libyens, elle a déclaré « Quant à vous traîtres, il viendra le jour où vous paierez très cher », a-t-elle dit. « À la fin de son message sonore, Aïcha Kadhafi lance un appel à ceux et celles qualifiés

respectivement de combattants et de combattantes de ne pas oublier le testament de votre père (Mouammar Kadhafi) de continuer de combattre même si vous n'entendez pas ma voix ». Enfin, elle a qualifié son frère Mouatassim BiAllah Kadhafi qui a été tué le même jour que son père de Che Guevara des arabes. La sortie de Aïcha Kadhafi intervient quelques mois après l'avertissement qu'ont adressé les autorités algériennes à la famille Kadhafi réfugiée en Algérie après que la fille de Mouammar Kadhafi ait appelé les pro-Kadhafi à continuer de combattre. A ce moment, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci a qualifié d'«inacceptables» les propos tenus par Aïcha Kadhafi.

30/11/2011

<http://www.echoroukonline.com/fra/actualite/13049-aicha-kadhafi-au-peuple-libyen-%3A-%C2%AB-vengez-votre-martyr-et-soulevez-vous-contre-les-rebelles-de-l%E2%80%99otan-%C2%BB.html>

1 Lutte pour la libération du territoire

Première manifestation contre le CNT qui tente de rassurer Benghazi

Des centaines de Libyens ont manifesté lundi à Benghazi (est) pour dénoncer pour la première fois le fonctionnement du Conseil national de transition (CNT), qui a tenté de rassurer la population en promettant de faire de cette ville la "capitale économique" du pays.

"Benghazi, réveille-toi", scandaient les manifestants, reprenant le premier slogan de la révolution, sur la place Al-Chajara (l'arbre) dans le centre de Benghazi qui avait vu les premiers rassemblements contre le régime de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi le 15 février.

Le "peuple veut une nouvelle révolution", "le peuple veut faire tomber le conseil de transition", criaient les manifestants qui sont descendus dans la rue, selon eux, pour "corriger le processus de la révolution".

"Où est l'argent du peuple", "le slogan de la révolution du 17-Février était la transparence. Où elle est, messieurs?", lisait-on sur des pancartes et des banderoles.

Abdeljalil n'a pas tardé à réagir, promettant plus de transparence sur les activités et la composition du Conseil et appelant les Libyens à la patience.

"Le CNT va activer son site internet, donner la liste de ses membres et publier leurs CV et va rendre publiques toutes ses activités", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

"Je veux rassurer les Libyens: avec de la patience, beaucoup de choses vont être réalisées", a-t-il ajouté.

Peu après, des membres du CNT ont relayé ses propos, en annonçant un rôle futur majeur sur le plan économique pour Benghazi.

"Benghazi sera la capitale économique de la Libye", a déclaré Abdelrazak al-Aradi, un membre du CNT, ajoutant que des ministères liés à l'activité économique seront délocalisés dans cette ville, située à 1.000 km à l'est de Tripoli.

M. al-Aradi a indiqué à l'AFP que cette décision avait été prise après les protestations contre le CNT qui ont eu lieu lundi, pour "satisfaire" la population de Benghazi qui se sent "marginalisée et oubliée alors qu'elle a eu le plus grand rôle dans la révolution libyenne".

Dans un communiqué, le CNT a expliqué que "Benghazi a accueilli la révolution durant plusieurs mois et a été un des éléments qui ont permis son succès (...) Ainsi, il n'y aura ni marginalisation, ni exclusion et l'avenir économique qui attend cette ville et les autres villes du pays va dépasser toutes les prévisions".

Le "processus de la révolution est sur la bonne voie", a ajouté le CNT, en promettant transparence, décentralisation, réconciliation et accélération de l'intégration des combattants ex-rebelles dans les institutions de l'Etat.

Selon M. Abdeljalil, le gouvernement de transition, formé il y a moins d'un mois, s'est investi dans des dossiers jugés prioritaires, comme la réintégration des combattants (ex-rebelles) dans la société et la sécurité.

"Si ces objectifs sont réalisés dans les 100 prochains jours, ce serait un grand acquis pour les Libyens et le gouvernement", a-t-il estimé.

Soulignant que le travail du gouvernement et du CNT était perturbé dans certaines villes, il a indiqué qu'un budget serait alloué aux Conseils locaux dans plusieurs régions du pays, affectées par un conflit qui a duré sept mois.

Dimanche, l'organisation Human Rights Watch (HRW) avait fait part de sa préoccupation devant un "manque de transparence" des nouvelles autorités libyennes, en particulier au sujet des lois adoptées pendant la période de transition, l'attribuant essentiellement à un manque d'organisation.

"Abdeljalil doit apporter des réponses à de nombreuses de questions. Le régime n'a pas changé. Ce sont toujours les mêmes qui oppriment et marginalisent les villes", a dénoncé une avocate de Benghazi, Tahani al-Sharif, à un correspondant de l'AFP sur place.

Selon Mme Sharif, la colère monte depuis que le président du CNT a affirmé que les nouvelles autorités libyennes étaient prêtes à pardonner aux forces de Mouammar Kadhafi qui ont combattu les rebelles pendant le conflit meurtrier ayant provoqué la chute et la mort de Mouammar Kadhafi.

2 Les grandes manœuvres

Mounir Abi : Ouverture prochaine d'une ambassade d'Israël en Libye.

Le journal israélien Haaretz révèle que cela se fera en collaboration avec le Qatar
Le Conseil national de transition (CNT) libyen, installé à coups de raids de l'Otan et soutenu par des intégristes islamistes de tous bords, dont le FIS-dissous, s'apprêterait à accueillir une ambassade d'Israël.

C'est ce qu'a annoncé le journal israélien Haaretz. Même le nom de l'ambassadeur semble être connu.

Le journal israélien fait état de «l'existence de contacts entre Israël et le CNT libyen pour l'ouverture de l'ambassade» à Tripoli, ajoutant que «le diplomate désigné pour le poste d'ambassadeur se rendra prochainement en Libye».

Le même journal écrit que des juifs de nationalité britannique, se présentant comme la communauté juive en Libye, ont demandé au gouvernement britannique et à des responsables du CNT libyen de leur permettre de retourner en Libye avec des passeports libyens et de récupérer leurs biens à Tripoli et Benghazi.

Demande probablement acceptée puisque des sources britanniques citées par le journal israélien affirment qu'un comité de la communauté juive de Libye se rendra prochainement en Libye pour y ouvrir un bureau après qu'une invitation eut été adressée à Raphael Luzon, président de la diaspora juive en Angleterre ou aux Etats-Unis, selon le journal israélien.

Le porte-parole du CNT libyen, Ahmed Chaâbani, aurait, selon la source, parlé de «la nécessité d'établir des relations avec Israël». Selon Haaretz, le futur ambassadeur d'Israël en Libye est un arabe d'origine juive et occupe actuellement le poste de consul général adjoint d'Israël dans l'Etat d'Atlanta, aux USA.

Haaretz ajoute que «l'ouverture de l'ambassade israélienne en Libye a été faite en collaboration avec l'Etat du Qatar». En contrepartie, le journal gouvernemental israélien aidera le Qatar à renforcer sa présence diplomatique dans le monde.

Le numéro deux de l'ex-FIS-dissous, Abassi Madani, résidant à Doha, au Qatar, avait, lui et d'autres responsables du parti dissous, vite fait de soutenir le CNT libyen, dénonçant la «réserve» de la diplomatie algérienne envers «les nouvelles autorités libyennes».

Mounir Abi

Le Temps d'Algérie

10-12-2011

<http://www.letempsdz.com/content/view/67183/1/>

Prison

Les autorités reconnaissent des violations des droits de prisonniers

Les autorités libyennes ont reconnu "certaines violations des droits des prisonniers détenus par les révolutionnaires", rapportent mercredi les médias arabes citant le ministre libyen de l'Intérieur Fouzi Abdelali.

Le responsable a cependant précisé que les abus à l'égard des prisonniers ne constituaient pas des actes intentionnels et qu'il ne s'agissait que de cas isolés de maltraitance de certains partisans de l'ancien régime. Selon le ministre, de tels abus ont été possible en raison de l'"absence du pouvoir de l'État" dans certaines régions. M.Abdelali a néanmoins assuré que le nouveau ministère "fera tout son possible" pour faire cesser toute maltraitance à l'avenir. La semaine dernière, l'Onu a publié un rapport faisant état de plusieurs violations des droits de l'homme en Libye.

Le document a notamment relaté que certains prisonniers détenus dans le pays étaient soumis à la torture et à de mauvais traitements.

30/11/2011

L'ONU s'inquiète pour les détenus.

Les nouveaux dirigeants libyens détiennent depuis la fin de la guerre civile quelque 7.000 prisonniers, la plupart originaires de pays de l'Afrique subsaharienne, privés de toute protection juridique, estime le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, dans un rapport au Conseil de sécurité.

Le document, dont Reuters s'est procuré une copie, a été préparé dans l'optique d'un débat sur la Libye programmé lundi prochain au Conseil de sécurité des Nations unies.

Ban Ki-moon y fait mention d'informations selon lesquelles des détenus ont été torturés, des prisonnières sont surveillées exclusivement par des hommes, des enfants sont enfermés avec des adultes et des personnes visées uniquement en raison de la couleur de leur peau.

Le secrétaire général de l'Onu évoque également des "informations troublantes" sur des crimes de guerre qui auraient été commis par les ex-rebelles du Conseil national de transition (CNT) et par les forces de l'ancien régime à Syrte, où Mouammar Kadhafi a été capturé et tué le 20 octobre dernier.

Il note que la plupart des tribunaux libyens ne sont "pas pleinement opérationnels" du fait de l'insécurité et de l'absentéisme parmi les magistrats. "Si les prisonniers politiques détenus par le régime Kadhafi ont été relâchés, on estime que 7.000 détenus sont actuellement retenus dans des prisons ou des centres de détention improvisés, la plupart sous le contrôle de brigades révolutionnaires", écrit-il. Des prisonniers, ajoute-t-il, "sont privés de toute garantie juridique en l'absence d'une police et d'une justice en état de fonctionner".

24/11/2011

Reuters :

Saif al-Islam : le prisonnier qui fait flipper Tony Blair

Abdel Bari Atwan

Saif al-Islam Kadhafi a été capturé par les forces du nouveau gouvernement de la Libye alors qu'il se dirigeait à travers le désert du Sahara vers le Niger, où sa famille s'était acheté beaucoup d'amis avec l'argent du pétrole de son pays.

D'autres amis, mais du passé, vont avoir des raisons de s'inquiéter parce que Saif al-Islam est lié à de nombreux secrets, potentiellement embarrassants.

La question est maintenant de savoir si Saif sera jugé à la Cour pénale internationale ou s'il fera face à une justice sommaire chez lui, en Libye, où il n'existe pas de système judiciaire.

Un procès devant la Cour pénale internationale a été une possibilité refusée à son père, et c'est ce que Saif al-Islam bien évidemment préférerait. Je sais par ailleurs que des canaux de communication avaient précédemment été ouverts entre le tribunal et le fugitif pour une possible reddition négociée, donc il y a encore une chance.

Toutefois, un jugement en Libye est le plus probable. L'OTAN a très certainement approuvé l'exécution sommaire de Mouammar Kadhafi, qui connaissait aussi trop de secrets qui auraient été exposés au grand jour dans un procès juste et équitable à La Haye. Un « tribunal révolutionnaire » à Tripoli condamnera très probablement Saif al-Islam à la peine de mort et ses secrets seront enterrés avec lui. Au moins, il lui sera épargné les tortures que son père a endurées aux mains de ceux qui prétendent maintenant conduire le pays vers un avenir démocratique.

Donc, quels seraient les secrets présumés que la Cour pénale internationale pourrait entendre ? Celui qui pourraient faire le plus de dégâts, selon toute vraisemblance, donnent grand souci à l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair. En mai de l'an passé, j'ai appris par de très bonnes sources que Tony Blair était devenu conseiller de la Libyan Investment Authority, un fonds de 70 milliards de dollars mis en place par Mouammar Kadhafi et ses fils en 2006. Vers la même époque, Saif al-Islam a informé le Daily Mail, dans une interview, que Tony Blair était devenu un très bon ami de la famille Kadhafi et

qu'il avait visité la Libye à plusieurs reprises depuis qu'il a quitté Downing Street, séjournant dans une des principales résidences de la famille .

Alors en poste, Tony Blair a été l'un des partisans les plus enthousiastes pour la réhabilitation du colonel Kadhafi aux yeux de la communauté internationale, et il est devenu à partir de 2004 un visiteur régulier à la tente du dirigeant, à Tripoli.

En 2007, Tony Blair a usé de son intimité avec le dirigeant libyen pour le compte des multinationales, assurant pour la British Petroleum un accord d'exploration avec la compagnie pétrolière nationale libyenne lors d'une visite en mai de la même année. Un accord qui pesait près d'un milliard de dollars...

La nature exacte de la relation de Blair avec la famille Kadhafi et les avantages personnels que l'ancien Premier ministre pourrait en avoir tirés sont un sujet de spéculation. Mais Saif al-Islam, bien sûr, connaît les faits.

En Juin 2010, Tony Blair a nié être un conseiller du colonel Kadhafi, mais il s'agit de l'homme qui a osé affirmer que Saddam Hussein avait des armes de destruction massive et des missiles qui pouvaient atteindre la Grande-Bretagne en quarante minutes. [Sur la base de ces affirmations, la coalition a déclenché la guerre en Irak et des centaines de milliers d'Irakiens innocents ont perdu la vie, et des milliards de dollars d'argent des contribuables ont été dépensés dans un conflit dont les seuls bénéficiaires sont les Iraniens et les fabricants d'armes]. Pour beaucoup d'Arabes, Tony Blair n'est pas considéré comme un homme dont la parole est digne de confiance.

Pour la dynastie Kadhafi, la capture de Saif al-Islam représente la fin définitive de leur période dans l'Histoire. Trois des frères ont été assassinés et le père a été lynché. En dehors de Saif, deux frères sont encore vivants : Mohammad qui est un homme d'affaires sans aucune ambition politique et Saadi, actuellement en résidence surveillée au Niger, qui est un playboy.

L'étrange carrière de Saadi incarne peut-être mieux que tout le reste le rôle du clan Kadhafi sur la scène internationale : la famille a contribué généreusement au rachat de trois clubs de football italiens et en retour, le footballeur en herbe Saadi a pu s'entraîner avec les équipes. C'était un joueur notoirement médiocre, mais cela n'a pas empêché le Premier ministre Berlusconi d'encourager le patron du club de Perugia de le laisser jouer dans un vrai match - « même s'il n'est pas très bon », aurait-il dit. « Laissez-le jouer, c'est bon pour les relations entre nos deux pays ».

Un manque identique de sens moral - et un énorme intérêt dans le pétrole - semblent avoir poussé d'autres dirigeants nationaux à approcher le clan Kadhafi. Les détails sur d'autres arrangements hauts en couleur qui s'en sont suivis pourraient bien être enterrés avec Saif al-Islam sous les sables du désert.

* Abdel Bari Atwan est palestinien et rédacteur en chef du quotidien al-Quds al-Arabi, grand quotidien en langue arabe édité à Londres.

Abdel Bari Atwan est considéré comme l'un des analystes les plus pertinents de toute la presse arabe.

20 novembre 2011 - Vous pouvez consulter cet article à :
<http://www.abdelbariatwan.com/Saifa...>

Traduction : Al-Mukhtar

3 Les institutions

CPI

Aïcha Kadhafi veut une enquête internationale sur la mort de son père.

La fille du leader libyen Mouammar Kadhafi a envoyé une lettre au procureur de la Cour pénale internationale (CPI) afin de l'inciter à ouvrir une enquête sur la mort de son père et de son frère.

Un avocat d'Aïcha Kadhafi, fille du défunt leader Mouammar Kadhafi, a indiqué mercredi avoir envoyé une lettre au procureur de la Cour pénale internationale (CPI), sa cliente souhaitant savoir s'il enquête sur la mort de son père et de son frère Mouatassim.

"Aïcha veut savoir si le procureur Luis Moreno-Ocampo enquête sur ces meurtres, et si ce n'est pas le cas, pourquoi il ne le fait pas", a déclaré Nick Kaufman, avocat de la fille de M. Kadhafi.

Mouammar Kadhafi, tout comme son fils Mouatassim, avait été tué le 20 octobre à Syrte par des rebelles libyens après avoir été capturés.

"D'après les informations à ma disposition, Mouammar Kadhafi et Mouatassim Kadhafi ont été capturés vivants à un moment où ils ne représentaient une menace pour personne", a soutenu l'avocat dans une lettre adressée au procureur.

"Ils ont donc été assassinés de la plus horrible des manières et leurs corps ont été montrés et abusés de manière grotesque", a-t-il poursuivi, parlant de "meurtres brutaux".

La CPI avait émis le 27 juin des mandats d'arrêt contre Mouammar Kadhafi, le soupçonnant de crimes contre l'humanité commis à partir du 15 février lors de la répression de la révolte en Libye.

Son fils Seif al-Islam, arrêté le 19 novembre dans le sud de la Libye par d'anciens rebelles, et l'ancien chef des services de renseignements libyens Abdallah Al-Senoussi, dont l'arrestation n'a pas encore pu être confirmée, faisaient également l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI pour les mêmes faits.

"Comme vous le savez, votre analyse de la situation en Libye vous demande d'enquêter sur les crimes présumés commis par toutes les parties ayant participé au conflit", a souligné Me Kaufman dans sa lettre au procureur.

La porte-parole du bureau du procureur Florence Olara n'a pas été en mesure de dire si le procureur avait reçu la lettre.

La CPI a compétence dans les dossiers concernant la Libye en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU datant du 26 février.

Aïcha, ses frères Mohamed et Hannibal, sa mère Safiya et de nombreux membres de la famille, surtout des enfants, ont été autorisés fin août à entrer en Algérie, pour des "raisons strictement humanitaires" selon Alger.

Mouatassim.

<http://www.24heures.ch/actu/monde/aicha-kadhafi-veut-enquete-internationale-mort-pere-2011-12-15>

7sur7.be/7s7/fr/ : Aïcha Kadhafi demande à la CPI si elle enquête sur la mort de son père .
Un avocat d'Aïcha Kadhafi, fille du défunt leader Mouammar Kadhafi, a indiqué mercredi avoir envoyé une lettre au procureur de la Cour pénale internationale (CPI), sa cliente souhaitant savoir s'il enquête sur la mort de son père et de son frère Mouatassim.

"Aïcha veut savoir si le procureur Luis Moreno-Ocampo enquête sur ces meurtres, et si ce n'est pas le cas, pourquoi il ne le fait pas", a déclaré à l'AFP Nick Kaufman, avocat de la fille de M. Kadhafi. Mouammar Kadhafi, tout comme son fils Mouatassim, avait été tué le 20 octobre à Syrte par des rebelles libyens après avoir été capturés.

"D'après les informations à ma disposition, Mouammar Kadhafi et Mouatassim Kadhafi ont été capturés vivants à un moment où ils ne représentaient une menace pour personne", a soutenu l'avocat dans une lettre adressée au procureur.

"Ils ont donc été assassinés de la plus horrible des manières et leurs corps ont été montrés et abusés de manière grotesque", a-t-il poursuivi, parlant de "meurtres brutaux". La CPI avait émis le 27 juin des mandats d'arrêt contre Mouammar Kadhafi, le soupçonnant de crimes contre l'humanité commis à partir du 15 février lors de la répression de la révolte en Libye.

Son fils Seif al-Islam, arrêté le 19 novembre dans le sud de la Libye par d'anciens rebelles, et l'ancien chef des services de renseignements libyens Abdallah Al-Senoussi, dont l'arrestation n'a pas encore pu être confirmée, faisaient également l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI pour les mêmes faits.

"Comme vous le savez, votre analyse de la situation en Libye vous demande d'enquêter sur les crimes présumés commis par toutes les parties ayant participé au conflit", a souligné Me Kaufman dans sa lettre au procureur. La porte-parole du bureau du procureur Florence Olara n'a pas été en mesure de dire si le procureur avait reçu la lettre.

La CPI a compétence dans les dossiers concernant la Libye en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU datant du 26 février. Aïcha, ses frères Mohamed et Hannibal, sa mère Safiyya et de nombreux membres de la famille, surtout des enfants, ont été autorisés fin août à entrer en Algérie, pour des "raisons strictement humanitaires" selon Alger. (afp)

14-12-2011

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1363075/2011/12/14/Aicha-Kadhafi-demande-a-la-CPI-si-elle-enquete-sur-la-mort-de-son-pere.dhtml>

4 Politique internationale

1 Afrique du Sud

Zuma « La campagne de l'OTAN en Libye laissera une cicatrice ».

La campagne de l'Otan en Libye contre Kadhafi a laissé une cicatrice qui mettra longtemps à s'effacer, a affirmé le président sud-africain Jacob Zuma lors d'une visite à Abuja.

La façon dont la Libye a été traitée par certains pays du monde développé laisse une cicatrice qui mettra plusieurs années à s'effacer en Afrique, a dit M. Zuma qui avait participé au groupe mis en place par l'Union africaine (UA) pour obtenir un cessez-le-feu en Libye

Les pays développés avec leur propres ordres du jour ont détourné une protestation démocratique ordinaire du peuple de Libye pour faire avancer leurs projets de changement de régime, a-t-il estimé lors d'une visite privée dans la capitale du Nigeria.

L'Afrique du Sud a d'abord voté une résolution des Nations Unies qui a imposé une zone d'interdiction aérienne au dessus de la Libye, mais a ensuite accusé l'OTAN d'avoir outrepassé son mandat avec des interventions aériennes destinées à la protection des civils et bloquant les initiatives de paix de l'Union africaine.

Selon M. Zuma, la Libye a été bombardée pendant des mois sous le prétexte de protéger la vie de civils et finalement son chef a été tué, pas arrêté, ni capturé et amené devant la justice au cas où il aurait commis un crime. Cela ne peut arriver qu'en Afrique, nul part ailleurs. Aussi nous appelons les Africains à rester unis, a-t-il dit.

Le sommet de l'Union africaine prévu le mois prochain devra, selon lui, discuter très sérieusement de la question libyenne, afin d'aider ce pays à revenir à la normale. L'UA devra travailler avec la Ligue arabe afin de construire une Libye démocratique, a-t-il ajouté. Nous devons discuter sur la manière de ne pas voir se répéter ce qui s'est passé en Libye, a-t-il ajouté.

[...]

AFP / 10 décembre 2011

2 Israël

Israël s'installe en Libye !

Le Conseil national de transition (CNT) libyen, installé, à coups de raids de l'OTAN, s'apprêterait à accueillir une ambassade d'Israël. C'est ce qu'a annoncé le journal israélien, "Haaretz". Même le nom de l'ambassadeur semble être connu. Le journal israélien fait état de «l'existence de contacts entre Israël et le "CNT" libyen, pour l'ouverture de l'ambassade» à Tripoli, ajoutant que «le diplomate désigné, pour le poste d'ambassadeur, se rendra, prochainement, en Libye». Le même journal écrit que des Juifs, de nationalité britannique, se présentant comme la communauté juive, en Libye, ont demandé au gouvernement britannique et à des responsables du "CNT" libyen de leur permettre de retourner, en Libye, avec des passeports libyens et de récupérer leurs biens, à Tripoli et Benghazi. Demande, probablement, acceptée, puisque des sources britanniques, citées par le journal israélien, affirment qu'un comité de la communauté juive de Libye se rendra, prochainement, en Libye, pour y ouvrir un bureau, après qu'une invitation eut été adressée à Raphael Luzon, Président de la diaspora juive, en Angleterre ou aux Etats-Unis, selon le journal israélien. Le Porte-parole du "CNT" libyen, Ahmed Chaâbani, aurait, selon la source, parlé de «la nécessité d'établir des relations avec Israël». Selon "Haaretz", le futur ambassadeur d'Israël, en Libye, est un arabe, d'origine juive, et occupe, actuellement, le poste de Consul général adjoint d'Israël, à Atlanta, dans l'Etat de Géorgie, aux USA. "Haaretz" ajoute que «l'ouverture de l'ambassade israélienne, en Libye, a été faite, en collaboration avec l'Etat du Qatar». En contrepartie, le journal gouvernemental israélien aidera le Qatar à renforcer sa présence diplomatique, dans le monde. Le numéro deux de l'ex-FIS-dissous, Abassi Madani, résidant à Doha, au Qatar, avait, lui et d'autres responsables du parti dissous, vite fait de soutenir le "CNT" libyen, dénonçant la «réserve» de la diplomatie algérienne envers «les nouvelles autorités libyennes».

12/12/2011

IRIB

Russie

Moscou conteste les propos du secrétaire général de l'Onu.

Les déclarations du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon sur les actions de l'Otan en Libye tranchent manifestement avec l'avis de nombreux pays membres des Nations unies et du Conseil de sécurité, a annoncé jeudi le porte-parole de la diplomatie russe, Alexandre Loukachevitch, lors d'un point de presse à Moscou.

"Les affirmations du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, selon lesquelles les actions de l'Alliance en Libye étaient strictement conformes à la résolution 1973 du Conseil de sécurité, vont à l'encontre des faits et ne correspondent pas à l'opinion de nombreux pays membres de l'Onu et de son Conseil de sécurité", a indiqué M. Loukachevitch.

Intervenant la semaine dernière devant les journalistes à New York, M. Ban Ki-moon avait déclaré que "l'opération militaire menée par les forces de l'Otan s'était strictement inscrite dans le cadre de la résolution 1973".

Le secrétaire général des Nations unies "est le principal responsable administratif de l'organisation" et il "doit tenir compte des positions de tous les Etats-membres de l'Onu, surtout lorsqu'il s'agit des questions sensibles de l'agenda international", a souligné le diplomate.

Pis, a-t-il fait remarquer, Moscou considère comme "cynique" la thèse selon laquelle l'opération libyenne pourrait constituer un modèle pour le règlement des crises à venir.

M. Loukachevitch a rappelé les violations commises par les pays de l'Otan en Libye, notamment les livraisons d'armes aux rebelles libyens au mépris de l'embargo décrété par le Conseil de sécurité, l'envoi de militaires étrangers dans la zone des opérations et le non-respect des dispositions réglementant la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de ce pays nord-africain.

Le porte-parole a également souligné que les victimes humaines et les destructions d'ouvrages civils occasionnées par les raids aériens de l'Alliance "avaient été confirmées par de nombreux témoins et par des associations internationales de défense des droits de l'homme".

<http://fr.ria.ru/world/20111222/192829539.html>

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Vidéo : Et si on parlait du génocide libyen, et de ses mendiants.

voir la vidéo en fin d'article sur le site d'origine ci-dessus

Comme si l'exemple irakien ne leur avait pas suffi, puisque l'invasion et l'occupation ont détruit ce pays, les Occidentaux, avec leur arrogance habituelle sont donc allés en Libye avec de faux prétextes aussi. Tout le monde le sait désormais, malgré ceux qui jouent les amnésiques. Comme si ça ne suffisait pas, ils veulent rééditer leur exploit massacre en Syrie, en accusant le pouvoir en place de perpétrer un génocide, sans jamais mentionner l'opposition qui, elle, tue de façon ciblée, des membres des forces de l'ordre et des personnes soupçonnées d'être pour le pouvoir.

Le but des Occidentaux, malgré leurs beaux discours, n'est jamais orienté vers le peuple qui est pourtant toujours mis en avant de façon déclamatoire pour des besoins "humanitaires". Du droit-de-l'hommeisme abject évoqué avec frénésie et hypocrisie. Avec une mauvaise foi abyssale, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, les députés français, tous bords confondus, ont voté pour le génocide libyen et, hier, pour la loi pénalisant la négation du génocide arménien.

Une contradiction implacable.

Or, les amis des renégats de Benghazi ne reconnaîtront jamais le génocide libyen tout comme l'hypocrite Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, qui a accusé, vendredi, le président français Nicolas Sarkozy de jouer sur "la haine du musulman et du Turc".

Il a ajouté que la France doit répondre de sa responsabilité sur le génocide algérien. Lui même oublie aussi l'implication turque dans le génocide libyen. Oui, les bombardements de l'OTAN ont fait en Libye, près de 70 000 morts. C'est un génocide.

Je rajouterai qu'on oublie le génocide camerounais de la France entre 1954 et 1962. Sous l'entregent de Pierre Messmer, haut commissaire du Cameroun, pas moins de 400 000 personnes ont été massacrées en pays Bamiléké pour "annihiler les groupes terroristes et leurs sympathisants" selon la France. Des milliers de villages avaient été rasés simplement. Hélas, jusqu'à ce jour, la France n'a jamais voulu reconnaître ce génocide.

Revenons à la Libye, non seulement il y a des milliers de morts, mais aussi des villes entièrement détruites comme la cité martyre de Syrte. Voir diaporama des images atroces de cette ville.[clic] Mais, un silence assourdissant entoure ces massacres, ce génocide, dans les méandres de la barbarie occidentale. La Libye est désormais un pays détruit. De nombreux mendiants ont fait leur apparition dans les rues des grandes métropoles. En 40 ans de pouvoir, de mémoire d'homme, personne n'avait vu ça en Libye.

Dans la vidéo qui clôture ce post, des étudiants et des résidents libyens se sont rendus à leur ambassade à Washington, pour réclamer leurs droits d'aide aux soins et à l'enseignement supérieur qu'ils avaient à l'époque du frère guide Mouammar Kadhafi. Le jeune dans la vidéo raconte que maintenant ils sont obligés d'aller demander de l'aide auprès des mosquées. Les responsables du CNT qui gèrent désormais l'Ambassade de Libye à Washington leur répondent qu'ils ne peuvent faire autrement. Les Libyens sont réduits à la mendicité !

Publié le 23 décembre 2011

<http://allainjules.com/2011/12/23/libye-et-si-on-parlait-du-genocide-...>

https://groups.google.com/group/medias-mensonges-desinformation/browse_thread/thread/a62efd62f008709d?hl=fr

6 Les brèves.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

6-1 Hostilités du nouveau chef d'état major libyen Khalifa Haftar envers les pays voisins.

"Nos voisins sont pauvres et ont besoin du pétrole et du gaz de la Libye et nous avons besoin d'une armée forte pour dissuader les ambitions cupides des pays voisins "

Les déclarations faites à la Télévision par le tout nouveau chef d'état major libyen Khalifa Haftar ont provoqué un grand mécontentement parmi les Tunisiens et les Algériens vivant en Tunisie. M. Haftar dira qu'en tant que chef de l'armée "Il devait trouver la force en son armée pour faire face à ceux qui perçoivent la Libye comme une nation inférieure. Nos voisins qui voient la Libye inférieure sont des pays hostiles, y compris la Tunisie, l'Egypte, le Mali, l'Algérie et le Tchad" dira Khalifa Haftar à la Télévision avant d'ajouter "Parce que ce sont des pays pauvres, nous les considérons comme ennemis. Ils veulent prendre avantage des richesses de la Libye". Haftar conclura que son groupe de rebelle "doit construire une armée forte pour protéger la Libye de ses ennemis."

Certaines déclarations libyennes hostiles, notamment envers l'Algérie ont été suivies avec des décisions à Tripoli pour imposer des visas aux Algériens et à un certain nombre de citoyens des pays arabes, y compris les Egyptiens, les Syriens, les Marocains et d'autres nationalités arabes. Aussi, certaines voix ont appelé à ce que les ressortissants algériens vivant en Libye soient expulsés. Les algériens vivant en Libye et en raison des conditions favorables d'immigration n'ont pas de visas ou documents de résidence permanente en leur possession et n'ont jamais eu besoin de ces documents pour y vivre et travailler mais n'importe quel mauvaise conduite de la part de certaines factions de rebelles libyens pourrait menacer la communauté algérienne vivant en Libye.

Malgré la convergence de vues entre les autorités algériennes et libyennes après une rencontre au sommet à Doha, au courant de ce mois de novembre, entre le président Abdelaziz Bouteflika et le Président du Conseil National de Transition Libyen M. Mustafa Abdul Jalil, ainsi que les appels de plusieurs sources officielles libyennes en faveur d'un dégel dans les relations entre les deux pays, certains rebelles continuent de pousser pour qu'il y ai "revanche" contre certains pays et certaines nationalités en les considérant comme ennemis de la Libye parce que selon ces mêmes rebelles ces pays auraient soutenu l'ancien régime en Libye . Les pays concernés sont l'Algérie le Maroc la Tunisie la Syrie, le Tchad et le Mali.

Sur les colonnes du journal en ligne de la chaine américaine CNN au mois d'avril 2011, Haftar est considéré comme étant "un caractère unique" passant d'un confident pour le président libyen déchu Mouammar Kadhafi qu'il a soutenu lors de son coup d'état 1969 contre le roi Idris Senoussi au stade de pire ennemi de Kadhafi après que Haftar ait été abandonné entre les mains des Tchadiens avec une centaine de prisonniers de guerre libyens pendant la guerre des années 1980 qui avait été menée par Kadhafi contre le président tchadien Hissène Habré. Haftar avait ensuite fuit la Libye et vécu aux Etats-Unis pendant 20 longues années.

Le 17 Novembre dernier, 150 sous-officiers qui a fait défection des forces armées de Kadhafi pendant la révolution libyenne ont nommé Khalifa Haftar comme Chef d'Etat Major de l'Armée Libyenne.

http://www.echoroukonline.com/fra/top_infos/13021-d%C3%A9clarations-provocatrices-du-nouveau-chef-d%E2%80%99%C3%A9tat-major-libyen-khalifa-haftar-%3A-1%E2%80%99alg%C3%A9rie%2C-1%E2%80%99egypte-et-la-tunisie-sont-des-pays-hostiles-qui-ont-des-ambitions-en-libye.html

7 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

7-1 Zine Cherfaoui : Les milices sèment encore la terreur en Libye.

Les nouvelles 'autorités' 'libyennes' éprouvent toutes les peines du monde à rétablir la sécurité dans le pays et butent encore sur l'épineux problème des milices armées qui ne veulent toujours pas déposer les armes.

Excédés par le climat de terreur qui règne sur leur ville, hier les Benghaziis sont sortis nombreux dans la rue pour crier leur colère.

La population appelle à leur désarmement

Preuve que la situation est actuellement aussi précaire qu'incontrôlable, un groupe armé libyen a dérouté samedi, avec une facilité déconcertante, une patrouille des gardes-frontières tunisiens sur la frontière tuniso-libyenne. Trois agents de cette patrouille ont pu échapper in extremis au traquenard, alors qu'un quatrième a été séquestré durant une journée avant d'être relâché hier. L'« incident », dénoncé avec

véhémence par Tunis, s'était produit à la veille d'une visite du président tunisien à Tripoli.

Excédés par le climat de terreur qui règne sur leur ville, les Benghaziis sont sortis nombreux hier dans la rue pour réclamer le désarmement, sans plus attendre, de ces milices armées.

Rassemblés sur la place des Martyrs, des milliers de personnes ont ainsi exprimé leur rejet de toute forme du port illégal d'armes dans la ville. « Nous exigeons l'éradication de ce phénomène (port d'armes) dans toutes les rues de la ville », ont scandé les Benghaziis, appelant « les nouvelles autorités du pays à accélérer la formation de l'Armée nationale libyenne ».

La population de cette ville - d'où a commencé la révolte contre le régime d'El Gueddafi en février dernier - a également demandé à ce que cette nouvelle armée « soit formée sur des fondements devant répondre aux besoins d'un nouvel Etat démocratique, et d'un Etat de droit, de justice, jouissant de solides institutions et de sécurité ».

Le CNT au banc des accusés

Un confrère libyen, exerçant à Benghazi, a confié hier à El Watan que cette manifestation, qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes, avait également pour but de mettre la pression sur les responsables du Conseil national de transition (CNT) afin qu'ils entreprennent un « redressement révolutionnaire » en écartant du pouvoir les anciennes personnalités du régime. La même source fait également état d'une crise de confiance entre la population et les dirigeants du CNT auxquels il est reproché de faire trop souvent cavalier seul dans la conduite des affaires du pays. Ceci dit, ce n'est pas la première fois que les habitants des grandes villes libyennes battent le pavé pour dénoncer les exactions commises quotidiennement par les milices armées.

Des manifestations réclamant leur désarmement ont, rappelle-t-on, déjà eu lieu le mois dernier à Tripoli et à Benghazi. Devant la pression de la rue, le nouveau Premier ministre, Abdelrahim Al Kib, s'était d'ailleurs engagé à se pencher très sérieusement sur la question, mais tout en mettant en avant le fait que le problème était « complexe ». Au-delà, il avait tout de même promis de « pacifier » la capitale avant la fin de l'année 2011. Pour régler le problème, son gouvernement libyen avait, notamment avancé le projet d'intégrer au début de l'année 2012 quelque 50 000 thowars (révolutionnaires) dans les rangs de la nouvelle armée nationale libyenne.

Mais force est de constater que plus d'un mois après son élection à la tête du gouvernement, Al Akib semble n'avoir aucune forme d'emprise sur la situation sécuritaire et encore moins sur ces milices auxquelles il avait pourtant donné deux semaines pour déposer les armes. Le problème paraît d'autant plus complexe que de nombreux groupes armés refusent, à ce jour, pour des considérations politiques, l'idée d'intégrer les nouveaux services de sécurité.

Ce constat fait d'ailleurs craindre l'éventualité d'un affrontement entre les tribus pour la prise et le contrôle du pouvoir dans le cas où le dialogue inter-libyen n'aboutirait pas. Ce risque est à prendre au sérieux surtout lorsque l'on sait que certains responsables militaires ne sont pas du tout appréciés par les « thowars ». Parallèlement au casse-tête posé par la prolifération des armes et les milices armées (problème à propos duquel les Nations unies ont exprimé leurs inquiétudes au mois de novembre dernier), le gouvernement Al Kib doit également faire face à la menace terroriste que fait peser Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) sur la Libye. La prise en charge de ce dossier est d'autant plus urgente depuis qu'il a été prouvé qu'AQMI y a envoyé des militants chevronnés pour tenter de recruter des hommes, faire de ce pays sa principale base en Afrique du Nord et mettre la main sur les missiles sol-air du régime de Mouammar El Gueddafi.

Zine Cherfaoui –

7-2 Gilles Munier : L'énigme du Qatar: un colosse gazier avec un sabre nain.

Le Qatar : un épiphénomène ou une nuisance durable ?

Je m'en vais vous parler d'une énigme, un petit pays par la surface mais immense par son actuelle capacité de nuisance, et qui a jailli du néant en même temps que le pétrole et le gaz ont jailli d'un sous-sol lui procurant une rente imméritée au service du mal.

Le Qatar est un émirat du Moyen-Orient d'une superficie de 11 427 km² pour trois cent mille autochtones et un million d'étrangers qui ont un statut peu enviable surtout s'ils ne sont pas des Occidentaux. Petit producteur de pétrole, il est aussi le troisième producteur de gaz naturel du monde après l'Iran et la Russie. Après avoir été dominé par les Perses pendant des milliers d'années puis par le Bahreïn, les Ottomans ou encore les Britanniques, le Qatar devient un État indépendant le 3 septembre 1971. Il est dirigé d'une main de fer par la famille Al Thani depuis quarante ans, comme le règne de Kadhafi. L'émir actuel a renversé - faut-il s'étonner de ces moeurs pour l'appât du pouvoir ? - son père en 1995. Le gouvernement qatari garde des restrictions sur la liberté d'expression et les mouvements pour l'égalité. La famille souveraine Al Thani continue de détenir seule le pouvoir. La nouvelle Constitution n'autorise pas pour autant la formation de partis politiques et ceci depuis quarante ans. Où est la liberté d'expression et l'alternance au pouvoir ?

La station de télévision Al Jazeera a acquis une triste réputation en tant que source non censurée de l'information concernant les autres pays arabes provoquant l'ire de ces derniers.

Des journalistes, tout à fait ordinaires venant d'autres pays arabes attirés par l'appât du gain et non par la liberté d'expression, se sont érigés en censeurs agressifs dans des émissions où ils diabolisent à qui mieux mieux les autres régimes arabes. A notre sens deux tabous, la famille émiratite et les pays occidentaux vénérés dans la plus pure tradition vassale, voire... D'ailleurs, lors de la guerre contre l'Irak le pays a servi de base à l'état-major américain. Le 11 décembre 2002, est signé, avec les États-Unis, un accord relatif à l'utilisation de la base aérienne d'Al-Eideïd. On comprend que le Qatar soit intouchable. On estime les réserves de pétrole du pays à 26,8 milliards de barils fin 2009. Le Qatar détient actuellement les troisièmes réserves de gaz (25,37 milliards de mètres cubes en 2009) après la Russie et l'Iran. Le Qatar est par ailleurs le premier émetteur mondial de CO₂ par habitant, avec une émission par habitant trois fois supérieure à celle des États-Unis, soit 60 tonnes de CO₂/habitant/an. Il est heureux pour la planète que les Qataris ne soient pas nombreux. Pendant ce temps, un Arabe somalien « frère », une demi-tonne/an. En clair, ce dernier consomme en une année ce que gaspille un Qatari en trois jours ! Voilà le développement durable prôné par cet émirat. Le PIB du Qatar atteint le chiffre de 52,7 milliards de dollars en 2006. Le PIB par habitant atteint 78.260\$ en 2009 dépassant celui des Européens et Américains. Ce dernier est le fruit d'une longue tradition scientifique, technologique et culturelle et non d'un gaspillage multidimensionnelle d'une rente imméritée suscitant par là même des frustrations légitimes, voire un mépris de ceux qui galèrent.

(...)

Un rôle diabolique

Si des personnes ont pu être dupes de la pseudo-révolution libyenne soutenue par les « révolutionnaires » bien connus que sont Nicolas Sarkozy, Bernard-Botul-Henri Lévy ou David Cameron, voilà qui pourrait leur ouvrir les yeux... Pour la première fois, le Qatar admet avoir participé aux opérations sur le

terrain aux côtés des rebelles libyens. (...) Trois jours après la proclamation par le CNT de la « libération » totale de la Libye, les chefs d'état-major des pays engagés militairement en Libye se retrouvent pour une réunion à Doha, au Qatar. A cette occasion, le chef d'état-major qatari, le général Hamad ben Ali al-Attiya, a révélé que des centaines de soldats du Qatar ont participé aux opérations militaires aux côtés des rebelles en Libye. On apprend même que le président Omar el-Béchrir du Soudan a fourni quantité d'armes aux prétendus « rebelles » (1).

Il apparaît aussi, écrit Ian Black, que c'est le Qatar qui dirigera les efforts internationaux pour former l'armée libyenne, récupérer les armes et intégrer les unités rebelles souvent autonomes dans de nouvelles institutions militaires et de sécurité (...) Et lors de l'assaut final contre le QG de Kadhafi à Tripoli fin août, les forces spéciales qatariennes étaient en première ligne. Le Qatar a aussi accordé 400 millions de dollars aux rebelles, les a aidés à exporter le pétrole depuis Benghazi et a monté une station de télévision à Doha. (...) Pour certains, la stratégie de l'émir est de soutenir les forces démocratiques de manière sélective dans le Monde arabe, en partie pour améliorer la réputation internationale du pays tout en détournant l'attention du Golfe où les protestations anti-régime ont été écrasées à Bahreïn et achetées en Arabie Saoudite » (2).

(...)

L'à-plat-ventrisme

La diplomatie du dollar touche aussi la culture. L'argent n'ayant pas d'odeur, on peut en fonction du chèque dire tout et son contraire. Le Qatar restera dans l'histoire comme une machine à perversion, un générateur de corruption à laquelle il est apparemment difficile de résister. Lena Lutaud nous en donne un échantillon : « Son Excellence Mohamed al-Kuwari a décoré le dessinateur Jean Plantu et Amirouche Laïdi, président du club Averroes, du prix « Doha capitale culturelle arabe ». Ce soir, l'ambassadeur décorera les poètes André Miquel, Bernard Noël et Adonis. De Jack Lang à Jean Daniel, en passant par Dominique Baudis, Edmonde Charles-Roux, Renaud Donnedieu de Vabres et Anne Roumanoff, un total de 66 personnalités françaises de la culture auront été décorées par le Qatar en 2010. Toutes sont réparties avec un chèque de 10.000 ». (3)

Chems Eddine Chitour* (revue de presse : Le Grand soir. Info - Extraits – 24/11/11)

(1) <http://www.mathaba.net/news/?x=629178>

(2) Ian Black: <http://www.legrandsoir.info/le-qatar-reconnait-avoir-envoye-...>

(3) Lena Lutaud : L'offensive culturelle du Qatar, Le Figaro. 20 12 2010

* Professeur de thermodynamique à l'Ecole Polytechnique d'Alger.

Texte original : <http://www.legrandsoir.info/l-enigme-du-qatar-un-colosse-gazier-avec-un-sabre-nain.html>

<http://www.lefigaro.fr/culture/2010/12/20/03004-20101220ARTF...>

10 décembre

Gilles Munier

7-3 Ahmed Halfaoui : Libye : résultat des courses.

Pour avoir réussi à installer, au pouvoir, la bande interlope de Benghazi, l'armée française aurait, selon le Canard enchaîné, bénéficié de substantielles augmentations de salaires. Pas moins de onze généraux français devraient palper un bonus de 6 700 euros par an. Plus bas dans la hiérarchie il y aurait des augmentations de 320 à 560 euros pour tous les officiers touchant des soldes de plus de 5 000 euros par mois. Dans le même temps, en Libye, l'heure est à d'autres préoccupations. A commencer par un grave problème de ressources financières. Etant donné que même les donateurs traînent des pieds avant de libérer les aides promises. Il n'est pas encore question des milliards de dollars «gelés», en guise de sanction contre le pouvoir déchu. En ce qui les concerne, on ne sait toujours pas ce qu'il va en advenir et pourquoi ils ne sont toujours pas mis à la disposition de l'autorité choisie par les geleurs eux-mêmes. En fait, cela relève du droit discrétionnaire de la «communauté internationale», que les prétendus nouveaux dirigeants du pays n'osent pas bousculer. Ils attendront donc sagement qu'elle se décide. En attendant, on le voit tous les jours, ils doivent démontrer qu'ils sont capables de gérer ce qu'on leur a donné. Ces derniers jours, ils ont nommé un Premier ministre, frais émoulu des Etats-Unis, qui commence à donner de la voix. Il faut savoir que cela fait un moment qu'il a été demandé aux hordes armées qui sévissent à Tripoli d'en sortir et de rendre les armes. Tout dit qu'elles ne le feront pas, puisqu'elles ont refusé d'obtempérer depuis le début et qu'il n'y a aucune raison qu'elles le fassent maintenant. Avant cet ordre, c'est la population qui manifeste tous les jours pour le même motif. Car c'est elle qui paie le prix en exactions de toutes sortes, que le comité de rédaction international ne voit pas. Dans deux semaines, le gouvernement va l'appeler à «fermer la capitale à la circulation» le 20 décembre, en cas de refus des hordes armées. Sans mesurer le culot d'un tel appel. Résumons la situation. Pendant des mois la population a crié, par millions, sa colère contre les bombardements et contre le fait qu'on veuille élire à sa place ses gouvernants. Pendant qu'elle criait les bombes étouffaient ses cris. Les hordes ont pu à la fin entrer à Tripoli et l'obliger de s'aligner, à coup de massacres. Aujourd'hui on lui demande d'aider les gouvernants à s'opposer à leurs propres troupes. Ceux qui ne délirent pas en chœur avec l'opinion formatée par l'Alliance atlantique et ses médias, n'auront aucun mal à juger que ce qui se passe est trop de la moitié. Pour les autres, les décérébrés, ils n'auront qu'à continuer d'admirer l'image d'Epinal de «révolutionnaires», juste un peu turbulents, qui ne reviennent encore pas de leur «victoire». Jusqu'au jour où il faudra bien que fasse déflagration la brutale réalité d'une guerre de prédation, peu importe qui en seront les «bons» qui seront choisis par Washington, Londres et consorts. Il nous suffit d'en connaître les victimes et les bénéficiaires.

Ahmed Halfaoui

Article publié sur Les Débats

Copyright © 2001-2011- MAHMOUDI INFO Sarl - Tous droits réservés.

Reçu de l'auteur pour publication

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Ahmed_Halfaoui.081211.htm

7-4 Bahar Kimyongur : A Tripoli, c'est pas fini.

"Si tu tues par l'EPEE, tu périras par l'EPEE" aurait dit le Christ.

Hugues de Samie, un Français (et pas n'importe qui puisqu'il est le chef de l'EPEE, cf. ci-dessous) a été tué ce weekend dans la capitale libyenne.

Petit extrait pour savoir qui est ce quidam.

Et il y a maintenant la course cynique aux dividendes de la guerre pour décrocher les contrats de la reconstruction et imposer une libéralisation de l'économie du pays.

En septembre 2011, pendant le G8 de Marseille, la directrice du FMI Christine Lagarde, a annoncé : « Le Fonds Monétaire International reconnaît le Conseil de transition comme gouvernement de la Libye et est prêt, en envoyant au plus tôt son staff sur le terrain, à lui fournir assistance technique, conseil politique et soutien financier pour reconstruire l'économie et commencer les réformes » Sans attendre le FMI, c'est déjà une concurrence sans merci entre entreprises anglaises, américaines, turques, françaises.... Les entreprises d'armement françaises sont contraintes d'afficher une certaine retenue alors que certaines sont accusées d'avoir vendus des équipements militaires et d'espionnage à l'ancien régime. Mais le gouvernement Fillon se donne les moyens de rester dans la course. La Direction des Affaires Stratégiques du ministère de la Défense a ainsi encouragé l'implantation d'une cellule du cabinet EPEE (Experts partenaires pour l'entreprise à l'étranger) pour aider les patrons français à s'implanter. Depuis le 11 octobre 2011, un des responsables d'EPEE, Hugues de Samie, conseiller du commerce extérieur de la France et ancien officier supérieur de la Légion étrangère, est à Tripoli pour préparer le terrain. Le groupe Bouygues s'est dit intéressé. D'autres multinationales françaises, comme Veolia ou Suez seraient également déterminées à décrocher des contrats dans la gestion des importantes ressources d'eau du pays.

Sun, 8 Jan 2012

lien: <http://gauche-unitaire.fr/2011/11/10/les-profits-sanglants-de-la-guerre-en-libye/>

8 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

8-1 Roland Marounek : Du Meilleur des Mondes Démocratiques à la Guerre Mondiale.

Beaucoup dans les partis et mouvements progressistes ont perçu dans les événements de cette année 2011, les prémices d'une toute nouvelle page de l'histoire humaine, inaugurée avec le vent des "révolutions démocratiques" arabes, qui, après avoir balayé indifféremment les dictatures de Tunisie, d'Égypte, et de Libye, est en train de faire tituber tous les autres "tyrans" : El Assad, Poutine, Ahmadinejad..., bientôt le tour de la tyrannie communiste chinoise, rêvent certains.

Le fameux principe de la Responsabilité de protéger (R2P) adopté solennellement par les Nations Unies en 2005 est considéré comme une grande avancée du droit international. Cette R2P et l'appui que nos démocraties avaient le devoir moral d'apporter à l'élan populaire démocratique forment la trame fondamentale de l'intervention en Libye et de celle en formation en Syrie.

Malgré les diversités fondamentales entre les situations de chaque pays, un amalgame global a permis de fusionner tous les événements sous le même grand concept de l'"aspiration des peuples à la démocratie". Ceux qui remettaient en question cette image se voyaient accusés de faire preuve d'un mépris vis-à-vis du peuple, voire de faire le jeu des USA en osant nier la réalité de la lutte populaire.

L'analyse de la situation hier en Libye, aujourd'hui en Syrie, est ainsi profondément déformée par cette conviction que nous sommes entrés dans une période de grands changements historiques. Alors que ce qui aurait dû être frappant, c'est plutôt la formidable continuité de la politique des pays dominants.

La R2P renvoie directement aux politiques coloniales du 19e siècle, où les motivations des colonisateurs ont toujours été présentées comme une nécessité de protéger les populations en périls. Au "fardeau de l'homme blanc", le devoir moral de lutter contre les tyrannies indigènes au nom de la civilisation, fut-ce par les bombes, s'est substitué le devoir moral des états démocratiques (les pays de l'Otan) de "soutenir" les opposants aux régimes tyranniques. C'est la Responsabilité de Protéger les Sudètes en Tchécoslovaquie, puis les populations allemandes de Pologne, qui a été l'alibi de Hitler et a précipité l'Europe dans la Seconde Guerre Mondiale.

La capacité de l'impérialisme et des services secrets de fomenter des troubles et des rébellions présentées comme populaires est un grand classique. On peut se rappeler de l'opération Ajax, où le renversement de Mossadegh (1953) a été présenté comme le résultat de mécontentements populaires, ou du renversement de Jacobo Arbenz Guzmán au Guatemala un an plus tard sur le schéma d'un "mouvement révolutionnaire" (financé par la CIA). Le fait que le gouvernement renversé soit, ou ne soit pas 'progressiste', moralement adouable par la gauche européenne ou non, n'entre pas en jeu ici. Le seul point pertinent, c'est si il est ou non profitable de l'éliminer.

Enfin la manipulation de l'opinion publique de "nos pays démocratiques" identifiés sans états d'âme à la "Communauté Internationale" toute entière, est complètement niée, minimisée, ou alors soigneusement rangée dans la catégorie erreurs du passé. Pourtant cette manipulation médiatique est une réalité constante, et s'est à l'évidence perfectionnée avec les technologies modernes. La "théorie du complot" est brandie pour réduire au ridicule ceux qui évoquent ce simple fait. Peut-on verser dans l'idéalisme et imaginer que ce qui a été la réalité prégnante des services secrets durant des décennies, et qui a si bien servi, s'est soudain évaporé ?

La méconnaissance de l'histoire et la présentation idéologique démocratique empêchent de distinguer la parfaite continuité des manœuvres impérialistes, et font entrer de plein pied et tout pétri de bonne volonté dans le jeu de la "défense des peuples et de la démocratie", qui consiste in fine à hurler avec les loups contre les régimes qui s'opposent aux pays occidentaux.

A noter que la marche triomphale vers la Démocratie était déjà annoncée dès 2000 lors du renversement du dictateur (élu) Milosevic, qui avait eu l'outrecuidance de résister à l'Otan, puis avec l'avènement d'un régime démocratique en Afghanistan, et avec la chute du dictateur Saddam Hussein, -au prix d'un million de morts et de la destruction et la ruine de l'Irak, mais La Démocratie n'a pas de prix- En avril de cette année, la Communauté Internationale enfin, et les bombes françaises, imposaient à la Côte d'Ivoire ce que cette même Communauté Internationale avait décidé être le résultat indiscutable des urnes. Tout va décidément de mieux en mieux dans le meilleur des mondes démocratiques. Le XXIe siècle s'ouvre sur une période de nouvelles Lumières démocratiques, qui ressemble furieusement à la grande époque de la politique de la canonnière.

La Libye comme expérimentation

L'agression de la Libye a marqué un saut qualitatif important. C'est d'abord une première application officielle du R2P par les Nations-Unies, où l'Otan se présente ouvertement comme son bras armé "naturel". On n'avait jamais ni au Kosovo, ni en Afghanistan, été aussi loin dans la confusion des genres. Cette agression a été applaudie par une série de personnes usuellement plus circonspectes, grâce en grande partie à l'illusion de la nouvelle ère démocratique.

Autre très grande réussite, l'anesthésie de l'opinion publique et des mouvements de paix. Alors que tous étaient appelés à s'horrorifier de bombardements de manifestants pacifiques par l'armée Kadhafi qui n'ont jamais eu lieu, il n'y a eu aucune réaction sérieuse aux faits avérés que l'Otan ait affamé, privé d'eau et de soin, bombardé durant 2 mois et détruit la ville de Syrte, qu'elle ait bombardé avec application les dépôts de produits alimentaire, pratiqué un blocus naval ; que les populations noires sont pourchassées, torturées, massacrées par les milices qu'elle a amené au pouvoir... L'information est là, et même répercutée, mais on est arrivé à la rendre complètement inoffensive.

"Les journalistes ont pu voir un bâtiment complètement détruit, avec le Croissant Rouge à l'entrée et des produits pharmaceutiques, un brancard, des gants, des bouteilles d'oxygène éparpillées. Dans l'après-midi, les secours s'activaient en quête d'éventuels survivants. Dans une autre zone, les journalistes ont constaté que des dépôts de produits alimentaires étaient endommagés, et le 4e était en flammes. Les journalistes ont vu des centaines de sacs de riz, des tomates, de l'huile végétale partir en fumée."
(11/07/2011)

Le pays est évidemment ruiné, divisé, aux mains de bandes armées rivales, en voie de somalisation – mais l'essentiel est le mantra démocratique : "la Libye a été libérée du joug de Kadhafi", et tout le reste est dommage collatéral insignifiant.

A l'assaut humanitaire de la Syrie

On tente de rééditer l'exploit aujourd'hui avec la Syrie. De la même manière qu'avec le précédent libyen, la Commission des Droits de l'homme des Nations-Unies a ressorti des accusations d'abominations qui auraient été commises par le régime, - sans élément tangible puisque les témoins doivent être protégés. Autrement dit en se fiant sur la seule parole des "opposants" qui ont des intérêts évidents à provoquer une intervention humanitaire en leur faveur.

On peut juger de la fiabilité de ce genre de témoignages en regardant l'interview par Julien Teil du représentant de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme, dont les déclarations à l'ONU ont été un élément clef de la marche vers la guerre, et où il déclare benoîtement qu'il n'y avait aucune preuve de ce qu'il avançait, et que les chiffres lui avaient été fournis directement par le CNT1.

Mais rien n'y fait. La propagande continue est à ce point efficace qu'il est devenu impossible d'entendre de simples faits et témoignages qui s'éloignent de la version officielle imposée "Bachar El Assad est un abominable tyran qui massacre son peuple qui se révolte contre lui". Toute autre discours est littéralement inaudible, scandaleux, classifié "défense des tyrannies". La complexité de la réalité est reléguée à de la propagande anti-démocratie. Les informations précises sur la présence de mercenaires islamistes et le financement des rebelles armés sont disponibles, - mais c'est comme une goutte d'eau sur la carapace des certitudes démocratiques (voir encadré).

Un exemple frappant est fourni avec ces quelques journalistes qui se sont rendus en novembre en Syrie et sont revenus avec des témoignages contredisant frontalement le discours d'usage. Françoise Wallemacq, de la RTBF exprime son sentiment « que la grande majorité des Syriens soutient encore le président Bachar El Assad, que les Syriens ont très peur d'une déstabilisation de leur pays. » « A Damas on a pu parler avec à peu près tout le monde dans la rue [...] les gens qu'on croisait dans la rue nous disaient qu'on mentait, que les télévisions étrangères manipulaient la réalité et que ce n'était pas ce qui se passait dans le pays. » La journaliste évoquera encore cet "Observatoire Syrien des Droits de l'homme", qui est la source quasi exclusive des médias étrangers et des rapports de l'ONU: « L'OSDH, c'est un homme basé à Londres que personne n'a jamais rencontré. »²

Ce reportage aura pu être entendu... un jour. Tous les autres jours, la chaîne d'information a fidèlement répercuté la ligne officielle et les nombres de morts civils toujours fournis par ce même OSDH. Le Soir laisse entendre que les journalistes ont été manipulés par le régime syrien, et parle de propagande. Propagande, on fait pas ça chez nous.

Le plus affligeant est que, comme dans le cas de la Libye, ce discours est relayé par nombre de mouvements progressistes et pacifistes pour lesquels la débat n'est à aucun instant la remise en cause de la manipulation médiatique, mais plutôt le remplacement des bombes par des sanctions économiques - sans arriver à réaliser par ailleurs la nature réellement criminelles de ces mesures pour la population, et le fait qu'elles préparent toujours la guerre active.

"Le peuple est en révolution", "le peuple lutte pour la démocratie", on ne peut pas remettre la doxa en question. Et certainement pas pour demander qui est exactement "le peuple" que l'on prétend "soutenir". Avec quelle arrogance dénie-t-on la qualité de "peuple syrien" aux gens qui manifestent par millions contre la déstabilisation du pays ?

Lorsqu'un mouvement de Paix en arrive à appeler à "agir" pour soutenir le combat du peuple syrien contre la féroce répression qui le frappe, on peut apprécier à quel point la travail de la propagande a été remarquable, et à quel degré de préparation psychologique à la prochaine juste guerre on est parvenu.

Vers une guerre de grande ampleur?

L'Afrique vient d'être bien verrouillée, avec les interventions en Côte d'Ivoire, et en Libye, suivant la partition du Soudan. En septembre, on apprenait que les USA bâtissaient, dans la Corne de l'Afrique et dans la Péninsule arabique, un réseau de nouvelles bases pour des drones. The Economist écrivait en 2010 que le Président ougandais « ...semblait ébloui par les promesses des Chinois de les aider à construire une raffinerie de pétrole et à produire des plastiques et des engrais à partir du pétrole.... Plusieurs gouvernements et compagnies occidentaux veulent arrêter la progression de la Chine dans le bassin du Congo avec ses immenses réserves de minéraux et de bois ». En octobre 2011, des forces spéciales US étaient envoyées en Ouganda.

Les accusations s'accroissent à nouveau contre l'Iran, terrorisme, droits de l'homme, course à l'arme nucléaire.... « Le secrétaire à la Défense US et le président des chefs d'état-major ont déclaré tous deux que les États-Unis vont "maintenir une forte présence militaire dans la région, en partie comme contrepoids à l'Iran." [...]. L'administration et l'armée tentent de favoriser une nouvelle "architecture de sécurité" pour le Golfe Persique qui intégrerait les patrouilles aériennes et navales et la défense antimissile. »³

Les infos sur le départ des troupes en Afghanistan occultent le fait que la Loya Jirga de novembre a accepté l'établissement pour une présence indéfinie de bases militaires US sur le territoire afghan. En novembre, le président étatsunien annonçait que les USA allaient renforcer leur présence militaire en Australie. Le mois suivant, Hilary Clinton reprenait pied au Myanmar, misant apparemment sur un prochain retournement démocratique de cet allié de la Chine.

Les USA et les autres pays de l'Otan sont en train de placer fébrilement leurs pions sur l'échiquier du monde. Les agressions de la Libye et celle en gestation de la Syrie pourraient bien n'être que les premiers jalons d'une confrontation militaire globale, qui, comme dans les années 30 coïnciderait avec une tentative de sortie d'une crise financière particulièrement profonde. Au nom de "La Démocratie" bien entendu, - alors même que cette crise est en train de faire apparaître la démocratie comme une notion de plus en plus évanescence dans les pays de "l'Alliance des Démocraties", où le citoyen a tout juste la liberté de choisir quel représentant viendra nous expliquer que "les Marchés nous imposent de...". Et que non, il n'est décidément pas discutable de sortir de cette Alliance qui nous mène droit à la guerre.

1. www.laguerrehumanitaire.fr
2. www.csotan.org/textes/texte2.php?art_id=585&theme=P
3. cité par Stephen Gowans, "Seeing the US everywhere",

Roland Marounek

http://csotan.org/ao/article.php?ao_id=44&art_id=591&Mois=d%E9cembre&Year=2011

Autres textes de Roland Marounek sur le site du CSO

8-2 Allain Jules : Détruire et tuer étaient les seules motivations de l'OTAN.

Je suis toujours très étonné par l'inconsistance ou probablement la mauvaise foi et le racisme de ceux qui me critiquent sur le dossier libyen.

Seule la vérité m'a toujours guidé et lorsque j'entends, ici et là, des cris d'orfraie pour insister sur le fait que Mouammar Kadhafi était un dictateur, j'ai toujours rétorqué que ce n'était pas le débat. Il se situe sur le bien fondé de l'intervention barbare que rien ne permettait de justifier.

Lorsque le petit raciste Luis Moreno-Ocampo se « couche » devant les extrémistes et renégats du CNT, on peut comprendre simplement qu'il s'agit d'une fuite en avant dans la mesure où, Obama, Sarkozy ou Cameron, n'avaient qu'un seul but: la chute du régime libyen. Il s'agit comme je l'ai toujours indiqué, d'un coup d'Etat. Le putsch le plus sanglant de toute l'histoire de l'humanité qui se décline en acte nazi. La résolution 1973 du Conseil de sécurité, qui date du 17 mars 2012 et qui a autorisé l'intervention militaire de l'OTAN en Libye est la plus grosse escroquerie jamais orchestrée dans le monde. Ses articles 1 et 2 affirment la nécessité d'imposer un cessez-le-feu immédiat, d'engager des négociations entre les forces en présence afin de chercher une solution pacifique du conflit; en cas de refus, une intervention militaire étrangère deviendrait inévitable. Deux voies donc, la paix ou la guerre, la première étant présentée comme prioritaire. Or, qu'est-ce qui s'est passé ? Pas besoin de vous faire un dessin. Celle-ci, la résolution en son côté prioritaire, la solution pacifique, accueille de plus les faveurs des pays de l'Union africaine, de grandes puissances comme la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil, ou de pays européens comme l'Allemagne, la Pologne et la Turquie. Le déploiement des casques bleus de l'ONU est également évoqué. Dès le lendemain, 18 mars, Kadhafi fait savoir qu'il accepte le cessez-le-feu et l'ouverture des négociations. De son côté, le CNT, par la voix du commandant rebelle Khalifa Haftar, rejette la proposition. Curieusement et avec une mauvaise foi abyssale, les dirigeants occidentaux choisissent de le seconder: que Kadhafi arrête ses interventions d'abord, réclame Cameron; qu'il quitte au préalable les villes qu'il contrôle, ajoute Obama.

Le 20 mars, Kadhafi fait une nouvelle proposition de cessez-le-feu et de négociations; elle est ignorée. Le 27 mars, la Turquie fait état de ses contacts avec les deux belligérants et propose de négocier un cessez-le-feu; on n'en tient aucun compte. Début avril, l'Union africaine plaide pour un cessez-le-feu suivi de négociations. Le Conseil de sécurité refuse de l'écouter; il est donc étonnant de voir les pays africains reconnaître cet agrégat de malfrats. Pire, le CNT demande comme préalable la démission de Kadhafi – alors même qu'il s'agit de ramener le chef de l'Etat à la table des négociations. Là, nous sommes au coeur de ce que je nomme: la démocratie d'exclusion.

Une grande première. Les offres suivantes de Kadhafi d'arrêter les hostilités et de commencer les pourparlers, du 30 avril, du 26 mai et du 9 juin, restent également sans réponse. Cherchez l'erreur ! Autrement dit, Paris, Londres et Washington, qui mènent l'intervention, ont choisi d'emblée l'option militaire intransigeante, et n'ont jamais cherché à favoriser la voie pacifique, comme le leur enjoignait la résolution 1973.

Des prédateurs et des hors-la-loi donc, qui ont violé le droit international, avec la bénédiction de l'ONU. Le général de Gaulle avait raison de nommer cette organisation « machin ». La décision française, du 10 mars, de considérer le CNT comme unique représentant légitime de la Libye, écarte toute perspective de négociation: Kadhafi n'est plus qu'un usurpateur qu'il faut éliminer ! Mais est-ce à ces quelques puissances étrangères, pompeusement appelées «la communauté internationale», qu'il revient de décider quel dirigeant libyen est légitime et lequel ne l'est pas ?

Allain Jules <

27 novembre 2011

<http://allainjules.com/2011/11/27/libye-detruire-et-tuer-etaient-les-seules-motivations-de-lotan> >

8-3 Mireille Delamare : Affaire Karachi, Crimes contre L'Humanité en Libye : Sarkozy peut-il se présenter à la Présidentielle 2012 ?

Un homme fusse-t-il l'actuel président de la République dont le nom est cité dans des malversations ayant entraînés la mort de 11 français expatriés puis en tant que chef de l'armée française responsable d'une guerre au cours de laquelle cette dernière a commis des crimes contre l'humanité peut-il décemment se présenter à sa propre succession comme président de la République de la France ? Si oui la France est-elle tombée à ce point si bas et les Français ont-ils perdu en 5 ans de dictature et lavage de cerveau sarkozistes tout sens de la dignité de la fonction présidentielle et du respect de la Constitution dont le président doit se porter garant ?

Mireille Delamarre

L'ancien président Jacques Chirac a été condamné récemment – Justice a été rendue – pour des faits beaucoup moins graves – affaire des emplois fictifs de la Mairie de Paris – que ceux pour lesquels pèsent de lourds soupçons sur l'actuel président de la République Nicolas Sarkozy :

l'affaire Karachi – un attentat au Pakistan lié à une affaire de rétro-commissions en 1994-1995 qui a coûté la vie à 11 Français qui y travaillaient (Les expats qui voteront doivent en tenir compte leur vie ne vaut pas grand-chose pour certains politiciens ambitieux avides de pouvoir et d'argent) ;

la guerre en Libye où des crimes contre l'humanité ont été commis.

Aussi la véritable question à poser pour l'élection présidentielle 2012 ce n'est pas qui va battre Nicolas Sarkozy mais a-t-il le droit de se présenter à sa propre succession ?

Actuellement l'affaire Karachi semble s'accélérer et si la mafia Sarkozy n'entrave pas le cours de la Justice certains détails accablants pour Sarkozy risquent de faire surface au moment inopportun : avant et pendant les élections ce qui semble déjà être le cas.

Si dans l'affaire Karachi il y a eu mort d'homme avec de près ou de loin une responsabilité de Sarkozy dans la fin tragique de ces 11 Français, c'est aussi le cas pour la guerre en Libye où Sarkozy est là impliqué directement comme chef de l'armée française.

Dans leur livre publié l'automne dernier intitulé «Sarkozy Sous BHL» Ed. Pierre-Guillaume de Roux 126 p. 13,90 euros l'ancien ministre des affaires étrangères Roland Dumas également avocat et maître Jacques Vergès décrit en détails la responsabilité de Sarkozy comme président de la République et chef des armées pour des crimes contre l'humanité commis par l'armée française en Libye l'année dernière dans le cadre des opérations de l'OTAN qui ne saurait être tenue seule responsable de ces crimes car Sarkozy a donné son feu vert et s'est même félicité en public des bombardements effectués par les avions et hélicoptères français et de la mort de Kadhafi saluant l'intervention aérienne française dans cet assassinat un crime de guerre en droit international.

Les deux avocats ont déposé une plainte pour crimes contre l'humanité au nom de victimes libyennes contre Sarkozy auprès de la CPI en lien avec ces bombardements de l'OTAN qui a violé la 1973 visant la protection des civils par l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne.

Ce livre « Sarkozy sous BHL » explique comment Sarkozy une fois son mandat de président terminé peut être poursuivi devant la CPI la France ayant ratifié les statuts de cette dernière qui ont été incorporés dans la législation française. R. Dumas et R. Vergès accusent Sarkozy d'avoir donné l'ordre de bombardier des villes libyennes inclus des institutions publiques des zones résidentielles peuplées de civils des infrastructures répondant aux besoins essentiels des habitants libyens (électricité eau routes ...) de même que des sites archéologiques et culturels. Dans leur dossier juridique réquisitoire étayé contre Sarkozy ils ont fourni des documents qui réfutent clairement les affirmations de l'OTAN comme quoi il n'y a pas eu de victimes civiles ni d'infrastructures et zones résidentielles civiles touchées. Le livre «

Sarkozy Sous BHI » comporte en annexe le dossier complet de la plainte déposée devant la Cour pénale internationale contre Nicolas Sarkozy pour crime contre l'humanité.

En Décembre dernier Roland Dumas des universitaires et des journalistes se sont réunis pour discuter des aspects légaux de la guerre contre la Libye réunion organisée par l'institut De La Democratie Et De La Coopération. Les intervenants à ce colloque étaient :

Roland Dumas; le professeur Hans Köchler de l'Université d'Innsbruck (Autriche) et président de l'International Progress Organisation (Vienne); le professeur Alexandre Mezyaev, directeur du département de droit internationale à l'École de Gestion, Kazan (Russie); et le professeur Reinhard Merkel de l'Université de Hambourg.

Dans l'affaire Karachi comme dans la guerre illégale contre la Libye de Kadhafi Sarkozy porte une lourde responsabilité car 11 civils français et des dizaines de milliers de civils libyens ont été tués.

La Justice doit faire son travail mais comme chacun le sait elle est lente. D'autre part certains – y compris dans l'opposition de gauche (PS) – invoqueront la présomption d'innocence pour justifier l'injustifiable.

De même que DSK est hors course pour la présidentielle 2012 en France alors qu'une procédure judiciaire est en cours contre lui – il y a eu agression sexuelle mais pour Sarkozy il y a eu mort d'hommes et de femmes – de même Sarkozy s'il n'a pas la décence de ne pas se représenter doit être le sujet d'une campagne citoyenne visant à ce qu'il ne se représente pas.

Mireille Delamarre

Alerinfos

Vendredi 6 Janvier 2012

<http://lavoixdelalibye.com/?p=3409>

9 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

9-1 CHATAR Saïd : Crises et luttes au Maghreb.

La nouvelle année me conduit à présenter à notre communauté marocaine de Belgique mes vœux de bonheur et de prospérité. C'est pour moi l'occasion d'oser venir vers elle pour lui demander de discuter et de débattre à travers notre site « D.N » avec sérénité et objectivité en focalisant ses efforts et son énergie sur les vrais problèmes qui la submergent en Belgique et au Maroc...

Crises et luttes au Maghreb

La crise politico-sociale du Maghreb ressemble étrangement à une crise d'adolescence : l'éveil de la démocratie sociale, caractérisé par le rejet de l'autorité et un fébrile besoin de liberté et d'affirmation de soi, rapprocherait la collectivité maghrébine du stade adulte.

Depuis leur indépendance, les pays du Maghreb ont toujours été régis par des régimes monarchique et républicains autoritaires. Toutefois, cette forme de gouvernement qui devient obsolète est en train de disparaître bon gré mal gré dans tous les pays de la rive sud du bassin méditerranéen. Et pour éviter la formule républicaine héritée de la révolution française, l'Etat marocain a dû revoir sa constitution pour composer, comme ce fut le cas avec le parlementarisme anglais.

Les populations maghrébines voudraient vivre en démocratie tout en étant dirigés par des représentants « librement » choisis et non pas durement imposés.

Ce « gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple » est une des idées chères à notre temps. Cette impressionnante unanimité dans l'évolution procède, malgré la variété des applications d'un pays à l'autre, d'une aspiration fondamentale : l'affranchissement des masses laborieuses, ou, si l'on veut, le refus catégorique du dualisme social ; en clair, le souci pour le bien public, en étendant ce terme à toute la communauté et surtout à ses classes inférieures. Grâce à sa mobilité sociale, la progéniture de celles-ci acquiert de plus en plus d'influence dans la direction des affaires de l'Etat non seulement par le recrutement à des postes de décision, mais aussi par des actes politiques et l'emprise de l'opinion publique. Cependant, en même temps que s'élevait l'irrésistible vague démocratique,

s'affirmaient davantage les mouvements de tendance « islamiste » étroits et exacerbés, le F.I.S en Algérie, « Ennahda » en Tunisie, le « P.J.D » de BENKIRANE et « Justice et Bienfaisance » d'Abdallah YASSINE au Maroc, le C.N.T (dominé par les « islamistes ») en Libye, les Frères Musulmans en Egypte et en Syrie, etc.

Au sortir du colonialisme, les masses maghrébines qui voulaient s'émanciper et s'affranchir du joug de celui-ci n'avaient guère pris conscience de leur solidarité au-delà des frontières superficielles que le colonialisme franco-espagnol leur avait léguées ou plutôt imposées. On pourrait même dire que le nationalisme et le chauvinisme constituèrent des obstacles insurmontables pour la démocratisation du Maghreb.

Ainsi, le premier conflit qui avait eu lieu en 1963 entre l'Algérie et le Maroc (la guerre des sables) consacra le triomphe des nationalismes et du chauvinisme, en même temps qu'il sonna plus tard l'heure du conflit relatif au Sahara marocain. Grâce à l'impossibilité de vivre avec des structures permettant ententes et intégration régionales, la soi-disant souveraineté des Etats des pays du Maghreb, dogme absolu hérité du colonialisme dut battre tout projet régional maghrébin ; alors que sur le plan international se forme une « société mondialisée, standardisée et uniformisée », tablant sur les principes du « démocratisme cosmopolite » et dirigée par les U.S.A et le grand capital anglo-saxon portant aux souverainetés nationales de graves atteintes.

Aussi n'est-il pas temps pour les pays du Maghreb désagrégé et « sclérosé », de commencer à entamer leur processus d'intégration socio-économique et de s'organiser dans un cadre de coopération, de collaboration et de partenariat avec les pays de la rive nord du bassin méditerranéen pour devenir un pôle économiquement fort, concurrentiel, indépendant et résilient, sans quoi toute la régi

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

Ouvrir la carte de Libye ?

cliquer sur :

http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r_gc.r_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tljp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a,Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA